

# Entreprises et emplois à risque au Canada en raison de la COVID-19

## Estimations de l'hiver 2021

*Simon Gaudreault, directeur principal de la recherche nationale*

---

### Climat d'affaires actuel

Depuis la mi-mars, les gouvernements de partout au pays imposent de sévères restrictions aux entreprises afin de lutter contre la COVID-19. Bien que certaines restrictions aient été assouplies, la plupart des PME n'ont pas encore retrouvé leurs niveaux de ventes et de main-d'œuvre normaux. Le plus récent [tableau de suivi de la santé des PME](#) montre que l'effet de la COVID-19 continue d'affecter grandement l'activité des entreprises indépendantes. Seules 47 % des PME sont complètement ouvertes, 36 % fonctionnent à effectifs normaux ou supérieurs à d'habitude et 22 % ont retrouvé ou dépassé leur niveau de ventes habituel. Qui plus est, la reprise économique a été stoppée récemment en raison des fermetures et restrictions gouvernementales lors de la deuxième vague.

---

### Roulement normal des entreprises

Dans des conditions normales, l'économie enregistre des entrées et des sorties d'entreprises. Les données de Statistique Canada<sup>1</sup> montrent qu'il y avait en moyenne 141 000 entrées d'entreprises (démarrages) chaque trimestre entre le quatrième trimestre de 2016 et celui de 2019. Les sorties d'entreprises (fermetures permanentes) avoisinaient les 126 000 en moyenne par trimestre. Le taux net de créations d'entreprises a été positif tout au long des 13 derniers trimestres évalués et s'est tenu en moyenne aux alentours de +15 000 (+1,3 %). Ces statistiques portant sur la période d'avant la pandémie aident à mettre en perspective le taux actuel des sorties d'entreprises. Aucune donnée n'est encore disponible dans cette série pour 2020.

Toutefois, les choses ont bien changé depuis pour les entreprises canadiennes, alors que plusieurs peinent maintenant à survivre. Statistique Canada a récemment développé des estimations expérimentales pour mesurer les entreprises nouvellement créées, nouvellement

---

<sup>1</sup> Statistique Canada, Tableau 33-10-0165-01 – Estimations trimestrielles sur l'entrée et la sortie des entreprises, <https://doi.org/10.25318/3310016501-fra>.

fermées ou qui demeurent actives<sup>2</sup>. L'activité est mesurée par la présence ou non d'une masse salariale. Même s'il est possible que des entreprises sans masse salariale se remettent en activité, ces données montrent que le nombre d'entreprises qui avaient au moins un employé au Canada en septembre 2020 était environ 7 % moins élevé qu'en septembre 2019. Les entreprises du secteur des arts, spectacles et loisirs (-13 %), celles de l'hébergement et de la restauration (-12 %), celles de Terre-Neuve-Labrador (-11 %) et celles de l'Ontario (-11 %) étaient relativement plus touchées.

---

## Combien d'entreprises canadiennes sont actuellement à risque de fermer?

Selon les évaluations de la FCEI, le nombre d'entreprises canadiennes risquant de fermer à cause de la COVID-19 se situe dans une fourchette de 71 000 à 222 000 (soit 7 % à 21 % de toutes les entreprises). Il s'agit d'une **mise à jour** de notre première estimation publiée cet été<sup>3</sup>. Cette large fourchette démontre le degré élevé d'incertitude des propriétaires d'entreprise face à l'avenir. **Le nombre moyen est estimé à 181 000 entreprises (17 % des entreprises, soit une sur six).**

Cette estimation des entreprises à risque s'ajoute au nombre de celles qui ont déjà fermé. En ajoutant la baisse de -7 % des entreprises actives en septembre 2020 mesurée par Statistique Canada et mentionnée dans la section précédente, nous nous rapprochons encore davantage d'un portrait complet de l'impact potentiel de la pandémie sur les entreprises canadiennes. Bien que sa portée soit limitée (ne couvrant pas la période depuis octobre), cette série de données montre qu'en septembre 2020, il y avait 58 000 entreprises actives de moins au Canada qu'en septembre 2019.

En d'autres termes, jusqu'à 239 000 entreprises (58 000 + 181 000) pourraient disparaître au Canada à cause du COVID-19.

Pour évaluer la proportion d'entreprises risquant de fermer définitivement leurs portes, la FCEI s'est appuyée sur les résultats du sondage qu'elle a effectué auprès de ses membres entre le 12 et le 16 janvier, dans lequel ils devaient indiquer notamment dans quelle mesure ils étaient d'accord ou pas d'accord avec l'énoncé suivant : « Nous envisageons sérieusement de déclarer faillite/liquider notre entreprise à cause de la COVID-19 ». En faisant une projection de ces résultats par rapport à l'ensemble des entreprises canadiennes, nous avons pu établir une proportion estimative et une fourchette pour les entreprises à risque de fermer au pays, par province et par secteur. La méthodologie, notamment l'approche pour établir la fourchette, est précisée en annexe.

---

<sup>2</sup> Statistique Canada, Tableau 33-10-0270-01 – Estimations expérimentales pour les entreprises nouvellement ouvertes et les entreprises nouvellement fermées pour le Canada, les provinces et territoires, et les régions métropolitaines de recensement, données désaisonnalisées, <https://doi.org/10.25318/3310027001-fra>.

<sup>3</sup> L'estimation moyenne publiée à l'été était de 158 000 (14 % ou une sur sept). Voir le rapport complet : <https://www.cfib-fcei.ca/sites/default/files/2020-07/compte-rendu-de-recherche-fermetures-des-entreprises-FCEI.pdf>.

Les résultats des estimations de la FCEI sont présentés en détail dans le Tableau 1. On voit, par exemple, à la première rangée, que le nombre estimatif moyen d'entreprises de Terre-Neuve-et-Labrador susceptibles de faire faillite est de 2 992 (18 % pour l'ensemble des entreprises de la province). Le haut et le bas de la fourchette dans laquelle ce chiffre est compris sont également indiqués.

D'après les résultats du sondage mentionné ci-dessus, les entreprises albertaines et ontariennes risquent plus de fermer que la moyenne, 22 % et 20 % des propriétaires (environ une entreprise sur cinq) envisageant sérieusement de déclarer faillite ou de liquider leur entreprise.

Les secteurs les plus à risque sont, entre autres, l'hébergement/la restauration (33 %), ainsi que les arts, les loisirs et l'information (28 %).

TABEAU 1

**Estimations des entreprises risquant de fermer à cause de la COVID-19, Canada, hiver 2021**

	Estimations basses		Estimations moyennes		Estimations hautes	
	Total des entreprises à risque	Part de toutes les entreprises	Total des entreprises à risque	Part de toutes les entreprises	Total des entreprises à risque	Part de toutes les entreprises
Terre-Neuve-et-Labrador	1 499	9 %	2 992	18 %	4 478	28 %
Île-du-Prince-Édouard	406	7 %	1 030	18 %	1 259	22 %
Nouvelle-Écosse	473	2 %	2 783	11 %	3 471	14 %
Nouveau-Brunswick	1 562	7 %	3 846	18 %	5 040	24 %
Québec	9 681	5 %	23 441	11 %	32 106	16 %
Ontario	29 195	8 %	74 561	20 %	90 440	24 %
Manitoba	2 122	6 %	5 601	15 %	6 645	18 %
Saskatchewan	2 858	8 %	6 483	17 %	7 891	21 %
Alberta	13 039	8 %	34 498	22 %	39 973	25 %
Colombie-Britannique	10 223	6 %	25 260	15 %	30 042	18 %
Territoires	249	7 %	632	18 %	772	22 %
<b>CANADA</b>	<b>71 307</b>	<b>7 %</b>	<b>181 127</b>	<b>17 %</b>	<b>222 117</b>	<b>21 %</b>
Agriculture et ressources naturelles	0	0 %	4 241	6 %	6 358	9 %
Construction	5 973	4 %	15 311	9 %	20 995	12 %
Fabrication	2 399	5 %	6 329	12 %	8 165	15 %
Commerce de gros	1 924	4 %	6 197	12 %	7 284	15 %
Commerce de détail	6 105	6 %	17 426	15 %	22 251	20 %
Transports, entreposage et services publics	10 877	13 %	22 743	25 %	25 483	28 %
Arts, loisirs et information	3 895	12 %	10 180	28 %	12 250	33 %
Finances, assurances, immobilier et location à bail/gestion et administration des entreprises	7 528	5 %	19 632	12 %	25 725	15 %
Services professionnels	7 819	5 %	22 776	13 %	27 059	15 %
Hébergement/restauration	13 207	18 %	28 083	33 %	32 301	38 %
Autres services	11 580	10 %	28 209	23 %	34 246	28 %
<b>CANADA</b>	<b>71 307</b>	<b>7 %</b>	<b>181 127</b>	<b>17 %</b>	<b>222 117</b>	<b>21 %</b>

---

## Combien d'emplois sont en jeu dans les entreprises risquant de fermer?

En se basant sur cette estimation, la FCEI a projeté un nombre potentiel d'emplois à risque. Le nombre moyen d'emplois par entreprise à risque de fermeture définitive est estimé à l'aide des résultats d'un sondage que la FCEI a effectué auprès de ses membres entre le 12 et le 16 janvier. Les répondants d'accord avec ou incertains de l'énoncé « Nous envisageons sérieusement de déclarer faillite/liquider notre entreprise à cause de la COVID-19 » étaient invités à répondre à une question supplémentaire. On leur demandait le nombre total de postes existant dans leur entreprise, incluant ceux occupés et ceux vacants, les employés encore liés à l'entreprise mais ne travaillant pas à l'heure actuelle (COVID-19, employés saisonniers, etc.) et les postes des propriétaires travaillant activement au sein de l'entreprise. En multipliant le nombre d'entreprises à risque par le nombre moyen d'emplois, on obtient une estimation du nombre total d'emplois à risque. La méthodologie est présentée plus en détail dans l'annexe.

Selon les évaluations de la FCEI, le nombre d'emplois à risque au Canada à cause de la COVID-19 se situe dans une fourchette de 962 000 à 2 951 000 (de 8 % à 24 % de tous les emplois du secteur privé ou 5 % à 16 % de tous les emplois). Cette large fourchette démontre le degré élevé d'incertitude des propriétaires d'entreprise face à l'avenir. **L'estimation moyenne de la FCEI est de 2 417 000 emplois (20 % - un sur sept - des emplois du secteur privé, ou encore 13 % de tout l'emploi au Canada).**

Cette estimation s'ajoute au nombre d'emplois déjà perdus de manière permanente depuis le début de la pandémie.

Les résultats détaillés des estimations de la FCEI sont présentés dans le Tableau 2. Par exemple, la première ligne du tableau montre que l'estimation moyenne des emplois à risque pour Terre-Neuve-et-Labrador est de 39 965 (30 % de la part totale des emplois du secteur privé de la province). Le tableau présente également des estimations basses et élevées pour chaque ligne.

Selon les résultats du sondage, la province de l'Alberta (41%) et le secteur de l'hébergement/la restauration (67 %) sont les plus à risque de perdre des emplois comparativement à la moyenne.

TABEAU 2

**Estimations des emplois du secteur privé à risque à cause de la COVID-19, Canada, hiver 2021**

	Estimations basses		Estimations moyennes		Estimations hautes	
	Total des emplois à risque	En % des emplois du sect. privé	Total des emplois à risque	En % des emplois du sect. privé	Total des emplois à risque	En % des emplois du sect. privé
Terre-Neuve-et-Labrador	20 318	15 %	<b>39 965</b>	<b>30 %</b>	59 828	44 %
Île-du-Prince-Édouard	5 503	13 %	<b>13 763</b>	<b>31 %</b>	16 822	38 %
Nouvelle-Écosse	6 411	2 %	<b>37 169</b>	<b>13 %</b>	46 369	16 %
Nouveau-Brunswick	14 756	6 %	<b>35 797</b>	<b>15 %</b>	46 926	20 %
Québec	121 961	4 %	<b>290 934</b>	<b>10 %</b>	398 595	14 %
Ontario	347 027	7 %	<b>873 176</b>	<b>17 %</b>	1 059 422	21 %
Manitoba	39 455	10 %	<b>102 598</b>	<b>26 %</b>	121 755	31 %
Saskatchewan	40 064	12 %	<b>89 551</b>	<b>27 %</b>	109 033	32 %
Alberta	239 756	16 %	<b>624 998</b>	<b>41 %</b>	724 395	48 %
Colombie-Britannique	123 586	7 %	<b>300 872</b>	<b>18 %</b>	357 936	21%
Territoires	3 262	nd	<b>8 158</b>	nd	9 972	nd
<b>CANADA</b>	<b>962 099</b>	<b>8 %</b>	<b>2 416 981</b>	<b>20 %</b>	<b>2 951 053</b>	<b>24 %</b>
Agriculture et ressources naturelles	0	0 %	<b>55 417</b>	<b>12 %</b>	82 937	19 %
Construction	101 674	9 %	<b>265 208</b>	<b>23 %</b>	363 061	32 %
Fabrication	31 043	2 %	<b>83 345</b>	<b>5 %</b>	107 344	6 %
Commerce de gros	15 321	2 %	<b>50 220</b>	<b>6 %</b>	58 928	7 %
Commerce de détail	41 327	2 %	<b>120 027</b>	<b>6 %</b>	153 011	8 %
Transports, entreposage et services publics	139 681	22 %	<b>297 170</b>	<b>46 %</b>	332 437	52 %
Arts, loisirs et information	76 766	8 %	<b>204 159</b>	<b>20 %</b>	245 281	24 %
Finances, assurances, immobilier et location à bail/gestion et administration des entreprises	96 671	6 %	<b>256 523</b>	<b>17 %</b>	335 591	22 %
Services professionnels	64 603	5 %	<b>191 481</b>	<b>15 %</b>	227 115	18 %
Hébergement/restauration	272 131	31 %	<b>588 822</b>	<b>67 %</b>	676 171	77 %
Autres services	122 882	22 %	<b>304 609</b>	<b>54 %</b>	369 177	66 %
<b>CANADA</b>	<b>962 099</b>	<b>8 %</b>	<b>2 416 981</b>	<b>20 %</b>	<b>2 951 053</b>	<b>24 %</b>

## Conclusion

Depuis la mi-mars, la situation des affaires est loin de la normale au Canada. De nombreuses PME continuent de subir les impacts de la crise. Elles ne sont que 47 % à être complètement ouvertes, 36 % ont une capacité de main-d'œuvre habituelle ou utilisent une main-d'œuvre plus importante que d'habitude, et 22 % ont un niveau de ventes normal ou meilleur que d'habitude. **Les estimations de la FCEI indiquent que 181 000 (17 %) des entreprises canadiennes et 2,4 millions d'emplois qui y sont rattachés (20 % des emplois du secteur privé ou 13 % de tous les emplois du Canada) sont à risque à cause de la COVID-19.** Ces estimations ne tiennent pas compte des entreprises qui ont déjà mis la clé sous la porte et des pertes d'emplois définitives qui sont déjà survenues depuis le début de la pandémie.

Les estimations basses de la FCEI pour les entreprises à risque de fermer indiquent 71 000 entreprises et les estimations hautes font état de 222 000 entreprises (de 7 % à 21 % de toutes les entreprises). En ce qui concerne les secteurs, c'est du côté des arts, loisirs et information, ainsi que de l'hébergement/la restauration que les risques de fermeture sont les plus élevés.

En tenant compte des entreprises qui sont devenues inactives depuis mars selon Statistique Canada, ce sont jusqu'à 239 000 entreprises au total qui pourraient potentiellement disparaître à cause de la COVID-19.

Les estimations basses de la FCEI pour les emplois en jeu dans les entreprises risquant de fermer sont de 962 000 emplois et les estimations hautes se chiffrent à 2 951 000 emplois (de 8 % à 24 % de tous les emplois du secteur privé). Le secteur le plus à risque est celui de l'hébergement/la restauration, ainsi qu'un large groupe composé d'entreprises de services sociaux, personnels et divers.

## Annexe : méthodologie

Pour estimer la proportion d'entreprises à risque, la FCEI s'est appuyée sur les résultats préliminaires d'un sondage qu'elle a réalisé auprès de ses membres du 12 au 16 janvier 2021. On demandait aux répondants d'indiquer dans quelle mesure ils étaient d'accord avec l'énoncé suivant : « Nous envisageons sérieusement de déclarer faillite/liquider notre entreprise à cause de la COVID-19 » (Tableau A1 et Figures A1 et A2 ci-dessous).

TABLEAU A1

### « Nous envisageons sérieusement de déclarer faillite/liquider notre entreprise à cause de la COVID-19 » – Canada

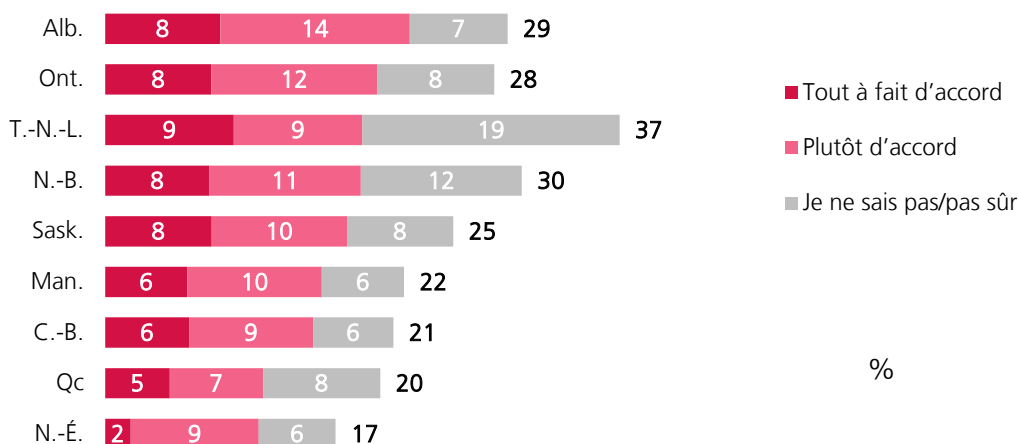
	Nombre de réponses	Pourcentage des réponses
<i>Tout à fait d'accord</i>	289	7,0 %
<i>Plutôt d'accord</i>	445	10,8 %
<i>Plutôt pas d'accord</i>	431	10,4 %
<i>Pas du tout d'accord</i>	2 121	51,4 %
<i>Je ne sais pas/pas sûr</i>	331	8,0 %
<i>Sans objet</i>	512	12,4 %
<i>Total</i>	4 129	100,0 %

Source : FCEI, *Votre voix – janvier 2021*, sondage à accès contrôlé réalisé en ligne du 12 au 16 janvier 2021. Le nombre de répondants pour cette question est de 4 129. À titre de comparaison, pour un échantillon probabiliste ayant un nombre égal de répondants, la marge d'erreur serait de plus ou moins 1,5 %, 19 fois sur 20.

Remarque : les chiffres peuvent ne pas totaliser 100 % puisqu'ils ont été arrondis.

Figure A1

### « Nous envisageons sérieusement de déclarer faillite/liquider notre entreprise à cause de la COVID-19 » – Par province



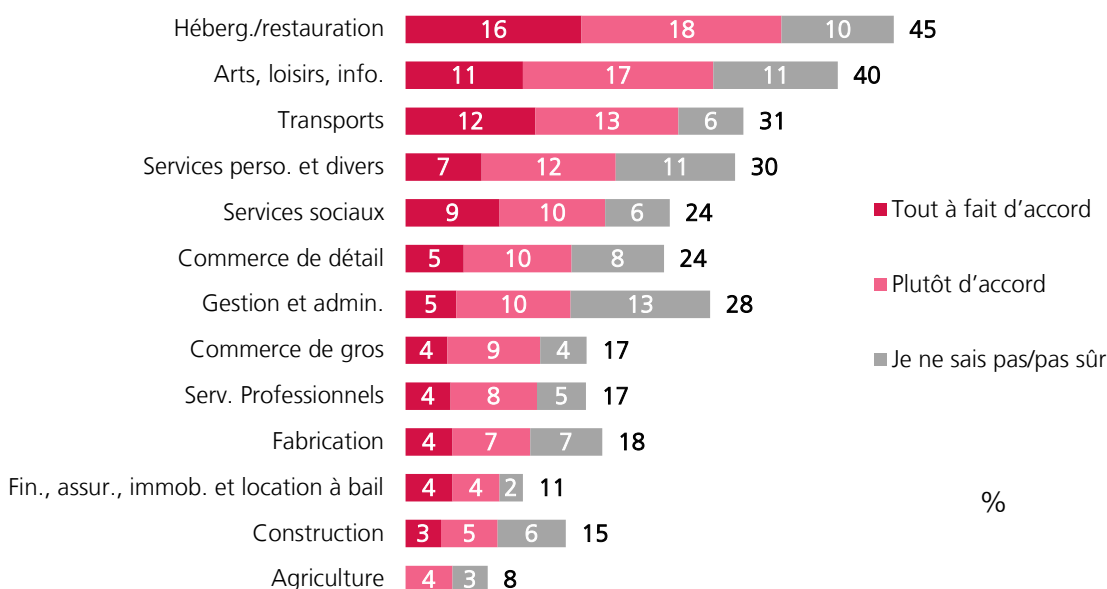
Source : FCEI, *Votre voix – janvier 2021*, sondage à accès contrôlé réalisé en ligne du 12 au 16 janvier 2021. Le nombre de répondants pour cette question est de 4 129. À titre de comparaison, pour un échantillon probabiliste ayant un nombre égal de répondants, la marge d'erreur serait de plus ou moins 1,5 %, 19 fois sur 20.

Remarques : (1) Les provinces sont classées en fonction du total des réponses « Tout à fait d'accord » et « Plutôt d'accord ».  
(2) L'Île-du-Prince-Édouard n'est pas incluse ici en raison d'un échantillon trop petit.  
(3) Les chiffres peuvent ne pas totaliser 100 % puisqu'ils ont été arrondis.



Figure A2

« Nous envisageons sérieusement de déclarer faillite/liquider notre entreprise à cause de la COVID-19 » – Par secteur



Source : FCEI, *Votre voix – janvier 2021*, sondage à accès contrôlé réalisé en ligne du 12 au 16 janvier 2021. Le nombre de répondants pour cette question est de 4 129. À titre de comparaison, pour un échantillon probabiliste ayant un nombre égal de répondants, la marge d'erreur serait de plus ou moins 1,5 %, 19 fois sur 20.

Remarques : (1) Les provinces sont classées en fonction du total des réponses « Tout à fait d'accord » et « Plutôt d'accord ». (2) Le secteur des ressources naturelles n'est pas inclus ici en raison d'un échantillon trop petit. (3) Les chiffres peuvent ne pas totaliser 100 % puisqu'ils ont été arrondis.

### Données relatives au nombre total d'entreprises

La FCEI s'est servie des résultats de sondage ci-dessus pour établir une estimation du nombre total d'entreprises du secteur privé qui risquent de fermer définitivement leurs portes au pays. Les données de Statistique Canada sur les entreprises actives comptant des employés<sup>4</sup> (1 140 960 au 4<sup>e</sup> trimestre de 2019) sont la principale source de données utilisée pour effectuer ces estimations. Les données de Statistique Canada relatives au nombre d'emplacements d'entreprises canadiennes<sup>5</sup> ont été utilisées pour estimer la distribution par province et par taille d'entreprise étant donné que les répartitions ne sont pas disponibles pour les données concernant les entreprises actives qui comptent des employés. Les estimations expérimentales de Statistique Canada sur les entreprises nouvellement ouvertes et nouvellement fermées<sup>6</sup> sont utilisées pour incorporer la baisse du nombre d'entreprises actives depuis le début de la pandémie.

<sup>4</sup> Voir la première note de bas de page.

<sup>5</sup> Statistique Canada. Tableau 33-10-0267-01 – Nombre d'entreprises canadiennes, avec employés, juin 2020, <https://doi.org/10.25318/3310026701-fra>

<sup>6</sup> Voir la deuxième note de bas de page.

## Estimation de toutes les entreprises canadiennes à risque

Les pourcentages mentionnés ci-dessus provenant du sondage de la FCEI sont appliqués au nombre d'entreprises actives comptant des employés. Certains rajustements ont été faits par province, par industrie et par taille d'entreprise afin de traduire les différences existant entre la composition de l'ensemble des entreprises membres de la FCEI et celle de l'ensemble des entreprises canadiennes. Des groupes sectoriels spécifiques ont été créés pour rendre compte des différences au niveau de la classification des industries entre les données de sondage de la FCEI et les données de Statistique Canada.

Trois estimations sont projetées d'après les réponses fournies à la question suivante : « Nous envisageons sérieusement de déclarer faillite/liquider notre entreprise à cause de la COVID-19 » :

- Estimations basses : uniquement pour les réponses « Tout à fait d'accord ».
- Estimations moyennes : pour les réponses « Tout à fait d'accord » et « Plutôt d'accord ».
- Estimations hautes : pour les réponses « Tout à fait d'accord » et « Plutôt d'accord » + 50 % des réponses « Je ne sais pas/pas sûr ».

Bien que le ratio des réponses nettes « D'accord » (n = 734) aux réponses nettes « Pas d'accord » (n = 2 552) soit d'environ 1 pour 3,5, nous avons divisé le groupe « Je ne sais pas/pas sûr » en parts égales de réponses nettes « D'accord » et « Pas d'accord » afin de rendre compte de la notion de risque qui est liée à une profonde incertitude face à l'avenir en ce moment.

## Estimation de tous les emplois à risque dans le secteur privé

En multipliant le nombre d'entreprises à risque par le nombre moyen d'emplois par entreprise à risque de fermeture définitive (pour chaque province et industrie), on obtient une estimation du nombre total d'emplois à risque dans le secteur privé.

Le nombre moyen d'emplois par entreprise à risque de fermeture définitive est estimé à l'aide des résultats (n = 964) d'un sondage que la FCEI a effectué auprès de ses membres entre le 12 et le 16 janvier. Les répondants d'accord avec ou incertains de l'énoncé « Nous envisageons sérieusement de déclarer faillite/liquider notre entreprise à cause de la COVID-19 » étaient invités à répondre à la question suivante :

**Vous avez indiqué qu'il n'est pas impossible que votre entreprise déclare faillite/soit liquidée à cause de la COVID-19. Si cela devait arriver, combien d'emplois seraient ainsi perdus?**

(Veuillez entrer le nombre de *postes* occupés et vacants qu'il y a *actuellement* dans votre entreprise, y compris ceux des propriétaires *qui y travaillent*. Comptez toutes les personnes qui sont toujours liées à l'entreprise, même si elles ne travaillent pas actuellement à cause de la COVID-19, pour des raisons saisonnières, etc. Ne comptez pas les postes supprimés de façon permanente en date d'aujourd'hui à cause de la pandémie ou pour d'autres raisons. Chaque poste correspond à « 1 » emploi, qu'il soit à temps plein, à temps partiel, ou autre).

**= nombre actuel de postes (y compris les propriétaires travaillant dans l'entreprise) + postes vacants (pas supprimés de façon permanente)**

Je ne sais pas/pas sûr

Les estimations basses, moyennes et hautes qui découlent du nombre d'entreprises à risque sont utilisées pour projeter les estimations basses, moyennes et hautes du nombre d'emplois à risque.

Nous avons utilisé les données de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada<sup>7</sup> pour calculer la part des emplois à risque relativement au nombre d'employés du secteur privé et de travailleurs autonomes avec employés, ou encore à tous les emplois. Les *Principales statistiques relatives aux petites entreprises*<sup>8</sup> d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada sont également utilisées pour estimer une partie de la répartition intra-industrielle des entreprises, car ces ventilations ne sont pas disponibles en ligne.

## Portée de l'estimation

Les estimations de la FCEI pourraient s'avérer prudentes :

- Elles s'ajoutent à la baisse extrêmement élevée (par rapport aux années typiques) de -7 % du nombre d'entreprises actives enregistrées par Statistique Canada entre le début de la pandémie et le mois de septembre (voir l'explication dans la section « Roulement normal des entreprises » aux pages 1-2).
- Les autres fermetures d'entreprises dues à la COVID-19 qui se sont déjà produites avant la mi-janvier ne sont pas incluses.
- Les membres de la FCEI sont généralement des entreprises plus établies et donc plus résilientes. Il existe également un biais de sondage en faveur des « survivants », car l'adhésion à la FCEI prend fin lorsqu'une entreprise cesse d'être active. Il est donc inquiétant de constater une vulnérabilité élevée au sein du groupe le plus résilient d'entreprises indépendantes canadiennes.

<sup>7</sup> Statistique Canada, Tableau 14-10-0026-01, Tableau 14-10-0202-01 et totalisations personnalisées de l'Enquête sur la population active.

<sup>8</sup> Innovation, Sciences et Développement économique Canada, Principales statistiques relatives aux petites entreprises – Novembre 2019, [https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/vwapj/KSBS\\_Nov-2019\\_Fr\\_Final\\_4.pdf/\\$file/KSBS\\_Nov-2019\\_Fr\\_Final\\_4.pdf](https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/vwapj/KSBS_Nov-2019_Fr_Final_4.pdf/$file/KSBS_Nov-2019_Fr_Final_4.pdf)